

CE MONDE QUI BOUGE

IRAN

Neda Soltan, ou le fossé entre la jeunesse et le système

Par Hassane Zerrouky

Neda Soltan avait 27 ans. Elle a été tuée samedi à Téhéran d'une balle en plein cœur, tirée par un élément des forces de sécurité. Sur la vidéo, filmée avec un téléphone portable, on la voit le visage couvert de sang, les yeux ouverts. Elle semble encore en vie. Comme beaucoup de jeunes Iraniennes et



Iraniens, Neda Soltan, qui manifestait ce jour-là à l'appel de Mir Moussavi, est depuis devenue le symbole de la contestation d'une partie de la population contre la réélection d'Ahmadinejad.

Au-delà de la réponse à la question de savoir si Ahmadinejad a été réélu au moyen d'une fraude massive comme l'affirment ses adversaires, ce qui se passe sous nos yeux en Iran montre que le système mis en place en 1979 par l'ayatollah Khomeini a peut-être atteint ses limites. Entre 1979 et 2009, trente ans se sont écoulés. Une nouvelle génération n'ayant pas connu l'époque du shah d'Iran occupe l'espace dans ce pays où, selon les dernières statistiques démographiques, plus de 70% de la population a moins de 35 ans. Entre les attentes sociales de cette jeunesse, aspirant en outre à vivre avec son temps, et le pouvoir iranien, un fossé s'est creusé. Un fossé que ni le matraquage politico-religieux et nationaliste, ni le système répressif qui l'accompagne ne peuvent indéfiniment masquer. Et puis Bush n'est plus là. Par son arrogance, ses menaces de bombarder le pays, l'ancien chef de la Maison Blanche soudait les Iraniens toutes couches sociales et tendances politiques confondues, autour du régime. Et ce dernier ne se faisait pas prier pour pointer comme des traîtres à la nation tous ceux qui osaient critiquer sa politique. De ce point de vue, force est d'admettre que la position plutôt prudente adoptée par Barack Obama sur la crise iranienne empêche les durs du régime iranien de brandir et d'agiter la «menace impérialiste» pour neutraliser les contestataires.

Ce qui se passe donc est aussi l'expression d'une crise au plus haut sommet du pouvoir iranien entre les partisans du statu quo et de l'immobilisme politico-religieux et ceux qui, à l'instar de Mir Hussein Moussavi, soutenus par les ex-présidents Mohamed Khatami et Hachemi Rafsandjani et une partie de la hiérarchie religieuse chiite, veulent avant tout sauver la République islamique moyennant quelques réformes. Ces derniers, avec un Rafsandjani à la manœuvre — c'est lui qui préside l'assemblée des experts qui désigne le Guide suprême — ont compris qu'il est temps de réformer un système politico-religieux usé par 30 ans d'immobilisme. Ils ont compris que les temps ont changé, qu'une partie de la jeunesse iranienne dont les femmes aspirent à un mieux-être social. Et que sous peine de voir imploser un système politique dont ils ont été des acteurs décisifs, il faut le réformer et vite. Mieux, ils ont également compris que le temps est venu pour une normalisation des relations entre Téhéran et Washington et, partant, assurer à l'Iran ce rôle de puissance régionale auquel ils pensent avoir droit. Pour eux, Ahmadinejad n'est pas à la hauteur des défis qui attendent l'Iran. Bien au contraire, ils ont le sentiment qu'Ahmadinejad et sa politique populiste soutenue par le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei, constituent une menace sérieuse pour l'existence de la République islamique.

Quelle que soit l'évolution de la situation dans les jours et semaines à venir, il est un fait à relever : c'est la première fois que l'autorité du Guide suprême, Ali Khamenei, est bousculée, voire remise en cause, au sein même de la hiérarchie religieuse chiite. En témoigne le soutien apporté par l'ayatollah Hossein Ali Montazeri, l'un des principaux architectes de la révolution de 1979, à Mir Hossein Moussavi et aux jeunes qui manifestent dans les rues de Téhéran et Ispahan. Il vient d'appeler les Iraniens à observer trois jours de deuil à compter de mercredi. Le deuil dans l'islam chiite est surtout une manifestation de défiance politique vis-à-vis du pouvoir en place, fût-il d'essence théocratique !

H. Z.

PROCÈS DE L'AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT DE LA BNA

La défense réclame «le corps du délit»

Les plaidoiries des avocats de la défense se sont poursuivies hier, neuvième jour du procès de l'affaire du détournement des 2 100 milliards de la BNA. La particularité de cette audience réside dans l'entrée en lice des avocats considérés comme les poids lourds de la défense des principaux mis en cause dans cette affaire. Les avocats Ksentini, Laceb, Abdelmadjid Sellini, Chaïb Sadek ou encore Mustapha Bouchachi ont emballé le procès.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les avocats du principal accusé dans cette affaire se sont interrogés sur les raisons qui «empêchent l'accusation d'avancer la preuve de la culpabilité de leurs clients».

M^e Laceb Ouali s'est d'abord interrogé «sur quelle base peut-on désigner un séquestre judiciaire pour des sociétés fictives ?» Mieux encore, il a demandé au président du tribunal criminel «pourquoi on n'a pas ramené les chèques ou encore leurs copies.»

Dans ce cadre qu'il a cité l'article 302 du code de procédure pénale qui «impose à l'accusation de présenter la preuve de la culpabilité». «Ce n'est pas à nous de prouver l'innocence de nos clients, mais plutôt à l'accusation d'étayer ses accusations», a souligné l'avocat de Achour.

Selon lui, «il est du devoir de la défense de s'enquérir si véritablement ces chèques existent ou si la BNA n'a pas profité de cette situation pour faire endosser à mon client la responsabilité d'un trou de

4 000 milliards qui ont poussé le commissaire aux comptes Cherchali à ne pas certifier les comptes de la banque pour les exercices 2002-2003. Il est de notre devoir de nous interroger et soulever toutes ces questions. Il est également de notre devoir, conformément à la législation, de revendiquer les droits de nos clients».

En effet, l'absence du corps du délit ou encore le chef d'inculpation d'appartenance à association de malfaiteurs ont été les principaux points évoqués par les Robes noires. Ces deux points ont constitué, aux yeux des avocats de la défense, des preuves concrètes de l'opacité et autres zones d'ombre qui ont caractérisé l'instruction de cette affaire.

M^e Mahmoudi, avocat de l'ex-sous-directeur de l'agence de Bouzaréah, M. Medjadji, s'est interrogé sur «l'absence énigmatique du corps du délit». Il s'agit des fameux 1 589 chèques que les avocats de Achour Abderrahmane n'ont cessé de

demandé à être présentés depuis le début du procès.

Le verdict attendu aujourd'hui

M^e Mahmoudi s'est également interrogé sur «ces concepts qu'on a développés lors du procès», en qualifiant les «uns de lieutenants et d'autres de commandants». Faisant allusion aux propos tenus par le représentant du ministère public, l'avocat de Medjadji a interpellé le tribunal criminel sur cette «dérive» : «Nous sommes là pour faire toute la lumière sur cette affaire. Puisque le corps du délit n'existe pas, je ne vois pas comment on peut débattre des autres chefs d'inculpation. Je le dis en toute sérénité, mon client, M. Medjadji, n'a rien à voir dans ce dossier et je défie quiconque peut prétendre le contraire d'avancer la moindre preuve de la culpabilité de mon client.»

L'intervention du bâtonnier Sellini Abdelmadjid a été un autre moment fort des plaidoiries des avocats. Assurant la défense de Settof Djamel, beau-frère de Achour Abderrahmane, l'avocat s'est, d'emblée, interrogé sur les dessous qui ont poussé l'accusation à rajouter «à mon client le chef d'inculpation d'appartenance à association de malfaiteurs».

Usant de tout un argumentaire surtout en plaçant le droit, M^e Sellini a longuement commenté le concept «d'appartenance à asso-

ciation de malfaiteurs». Les membres du jury composant le tribunal criminel ont suivi avec une attention particulière les arguments étayés par l'avocat Sellini. Ce dernier, en parfait animateur d'audience, a haussé le ton, s'interrogeant et demandant au président du tribunal, «est-ce que dans notre pays les textes de loi sont différemment appliqués au niveau des juridictions».

Et de citer l'exemple des procès identiques à celui qui se tient au tribunal d'Alger : ceux de Hadj Bettou, de la banque BCIA ou encore de la BEA.

«Des affaires où sont poursuivies des dizaines de personnes, mais à aucun moment la chambre d'accusation n'a retenu à leur rencontre le chef d'inculpation d'appartenance à association de malfaiteurs.» «A quelle considération obéit la décision de la chambre d'accusation de criminaliser cette affaire ?», s'est-il interrogé. Et d'ajouter : «Aucun texte de loi ne permet de rajouter le chef d'inculpation d'association de malfaiteurs. A moins que la durée de la garde à vue, qui est de près de quatre années pour mes clients, a contraint l'accusation à rajouter ce chef d'inculpation pour justifier la durée de la détention».

Au moment où nous mettons sous presse, les plaidoiries se poursuivaient. Le verdict est attendu ce jeudi.

A. B.

ASSOCIATIONS, SYNDICATS ET PARTIS POLITIQUES

Un code de conduite en gestation

Une rencontre sous le thème «la liberté de l'organisation et du rassemblement» a lieu aujourd'hui à la Maison Diocésaine à Alger.

L'événement est organisé par le Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (CIDDEF) et la Fondation Frederick Neuman, avec le soutien de la Commission européenne, auquel participent des chercheurs universitaires.

Ont été conviés à cette rencontre huit partis politiques, l'UGTA, les syndicats autonomes ainsi que des personnalités du mouvement associatif, avons-nous appris auprès des organisateurs.

Cette journée, qui se veut une réflexion autour d'un code de conduite de la société civile, des associations professionnelles et syndicales et des partis politiques, sera animée par des universitaires autour de trois axes : l'éthique politique, le code de conduite du mouvement associatif et les libertés syndicales.

Cette rencontre fait suite à une série de rencontres chapeautées par la Ligue arabe qui se sont déroulées sous le même thème et avec les mêmes objectifs, respectivement en Egypte, en Jordanie et

au Liban et qui devront se poursuivre au Maroc et en Tunisie.

Selon M. Zoubir Arous, universitaire que nous avons contacté et qui doit présenter une communication sur le mouvement associatif, «les thèmes retenus feront l'objet d'un workshop (atelier) à l'issue duquel des recommandations seront faites pour l'élaboration d'un code de conduite».

Son intervention sera axée sur «les pratiques du mouvement associatif de la naissance à l'étape actuelle, en passant par la réalité du terrain, et, enfin, les perspectives». Un document confectionné par des experts arabes relatif aux libertés syndicales sera présenté et constituera une base pour un débat autour du sujet.

Le texte en question, dont nous avons obtenu une copie, précise en préambule : «Ce document concerne les salariés arabes, adhérents à des syndicats ou non adhérents, pour les inciter à réfléchir à développer le mouvement syndical arabe en l'orientant vers plus de liberté et de démocratie

effective. La mouture peut se transformer en charte d'éthique dans les pays arabes si elle arrive à faire le consensus.»

Cette plate-forme contient une litanie d'articles en conformité avec les conventions internationales. On citera celui-ci : «Tous les travailleurs ont le droit de se regrouper en association syndicale et ont le droit au pluralisme syndical sans une autorisation préalable. Les syndicats ont le droit d'avoir leurs chartes et leurs plate-formes, l'élection de leurs représentants, l'organisation de leur gestion interne en toute liberté sans intervention des autorités gouvernementales. Ils ont le droit d'adhérer à des organisations internationales. Ils ont droit à la protection contre les abus de l'administration, leur suspension ou leur dissolution à la protection des travailleurs dans l'exercice de leur droit syndical comme l'arrêt de travail ou la grève.»

D'autres points importants figurent dans ce texte. Si ces derniers venaient à être adoptés par l'ensemble des pays arabes concernés, y compris l'Algérie, les syndicats dits autonomes y trouveraient sûrement leurs comptes puisque le

gouvernement n'aura d'autre choix que de leur accorder leurs agréments.

Ils pourront exercer sans être inquiétés. M. Arous nous a expliqué qu'«en ce qui concerne les partis politiques, la question récurrente est de savoir quel ancrage ont-ils dans la société, et ce vu que les dernières élections ont montré la désaffection de la population, sans oublier qu'il est difficile de parler de solutions politiques pour des problèmes sociaux».

Il faut ajouter que les partis politiques donnent actuellement d'eux une image très négative, eu égard aux crises qui les minent et à l'opportunisme qui caractérise la course électorale. Le phénomène de la «chkara», la corruption et l'accession des incompetents à des postes importants et la marginalisation des élites, des femmes et des jeunes par ces partis accentuent la défiance voire le dégoût de la chose politique.

S'agissant du mouvement associatif, les statistiques officielles indiquent que le nombre d'associations enregistrées entre 1992 et 2008 est passé de 30 000 à 80 000.

Fatma Haouari

GENDARMERIE NATIONALE

Sortie de promotions de l'École supérieure des Issers

L'Ecole supérieure de la Gendarmerie nationale des Issers a organisé, hier, une cérémonie de sortie de trois nouvelles promotions d'officiers et d'élèves-officiers.

La cérémonie a été présidée par le général-major, Ahmed Boustila, commandant de la Gendarmerie nationale.

Baptisées au nom du chahid Mohamed

Salah Chérifi, ces promotions comptent 408 officiers au total, dont 17 femmes. Durant leur cursus, les officiers d'état-major (12^e promotion) et du cycle de perfectionnement (35^e promotion) ont suivi des formations axées sur les techniques d'analyse et d'évaluation de situations stratégiques. Pour leur part, les lauréats de la 41^e promotion d'élèves-officiers de

la formation fondamentale ont suivi une formation d'officiers de gendarmerie de 3 années.

Notons, enfin, que la formation au sein de l'Ecole nationale des Issers est assurée par des enseignants à plein temps, et associés relevant des grandes écoles de l'ANP ainsi que des universités d'Alger, de Boumerdès et de Tizi-Ouzou.

T. H.